

Audience publique du 1^{er} mars 2004

Recours formé par
les époux ... et ..., ...
contre un bulletin d'impôt sur le revenu
du bureau d'imposition Mersch de la section des personnes physiques
en matière d'impôt sur le revenu

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 16907 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 18 août 2003, par Maître Georges KRIEGER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des Avocats à Luxembourg, au nom des époux ... et ..., demeurant ensemble à L- ... , tendant à la réformation, sinon à l'annulation du bulletin d'impôt sur le revenu pour l'année 2002, émis le 22 mai 2003 par le bureau d'imposition Mersch de la section des personnes physiques de l'Administration des Contributions directes ;

Oùï le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Maître David YURTMAN en ses plaidoiries à l'audience publique du 28 janvier 2004 ;

Vu l'avis de rupture du délibéré invitant les parties à prendre position sur la recevabilité du recours au regard des dispositions de l'article 8 (3).3 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;

Vu le mémoire complémentaire déposé au greffe du tribunal administratif en date du 16 février 2003 par Maître Georges KRIEGER au nom des demandeurs ;

Vu le mémoire du délégué du Gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du même jour ;

Où le juge-rapporteur en son rapport complémentaire, ainsi que Maître David YURTMAN et Monsieur le délégué du Gouvernement Jean-Marie KLEIN en leurs plaidoiries à l'audience publique du 18 février 2004.

Considérant que par requête déposée en date du 18 août 2003, les époux ... et ... ont fait introduire un recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation du bulletin de l'impôt sur le revenu émis le 22 mai 2003 par le bureau d'imposition Mersch de la section des personnes physiques de l'Administration des Contributions directes concernant l'impôt sur le revenu pour l'année 2002 ;

Considérant que sur question afférente du tribunal, les demandeurs de faire préciser à travers leur mandataire qu'en l'espèce le directeur n'a pas été saisi d'une réclamation en ce que le paragraphe 228 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, telle qu'elle a été modifiée par la suite, désignée par « *Abgabenordnung (AO)* » prévoirait la saisine du directeur à titre facultatif avec comme aboutissement la possibilité d'un recours en réformation devant le tribunal administratif, tandis que parallèlement subsisterait la possibilité pour l'administré contribuable concerné d'introduire un recours de droit commun en annulation directement contre le bulletin d'impôt émis dans le délai contentieux de trois mois ;

Que le délégué du Gouvernement de conclure à l'irrecevabilité du recours, *omisso medio*, aucune réclamation préalable n'ayant été vidée, sinon postée depuis plus de six mois suivant le directeur ;

Considérant qu'il résulte de la combinaison des dispositions du paragraphe 228 AO et de l'article 8, paragraphe 3, alinéa 3 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif que lorsqu'une réclamation au sens dudit paragraphe 228 AO est intervenue et que dans le délai de six mois à partir de cette réclamation le directeur de l'Administration des Contributions directes n'a pas pris de décision définitive, le réclamant a la possibilité de considérer la réclamation comme rejetée et d'interjeter recours devant le tribunal administratif contre le bulletin d'imposition ayant fait l'objet de ladite réclamation, le recours en question étant un recours au fond ;

Considérant que l'article 2 (1) de la même loi modifiée du 7 novembre 1996 ne prévoit le recours de droit commun en annulation que contre les décisions administratives à l'égard desquelles aucun autre recours n'est admissible d'après les lois et règlements ;

Que la loi prévoyant un recours au fond en la matière, les dispositions de l'article 2 (1) précité ne trouvent pas application en l'espèce ;

Considérant qu'il s'ensuit que le tribunal est compétent pour connaître du recours en réformation introduit en ordre principal, le recours subsidiaire en annulation étant de ce chef irrecevable ;

Considérant que le recours en réformation est cependant également irrecevable à un autre titre, étant donné, pour le moins, que d'un côté le tribunal a été saisi *omisso medio*, l'existence d'aucune réclamation à l'encontre du bulletin litigieux n'étant vérifiée en l'espèce et que d'un autre côté, par la force des choses, une réclamation eût-elle été formulée, le délai de six mois prévu par l'article 8 (3).3 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 précitée, n'avait pas encore couru le 18 août 2003, jour du dépôt de la requête introductive d'instance ;

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

se déclare compétent pour connaître du recours en réformation ;

déclare irrecevable tant le recours en réformation que le recours en annulation ;

condamne les demandeurs aux frais .

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 1^{er} mars 2004 par :

M. Delaporte, premier vice-président,
Mme Lenert, premier juge,
Mme Thomé, juge,

en présence de M. Schmit, greffier en chef.

Schmit

Delaporte